

UNIVERSITE ABDERRAHMANE MIRA DE BEJAIA

Faculté des sciences Economiques, Commerciales et des Sciences de Gestion

Département des sciences économiques



MEMOIRE DE FIN DE CYCLE

En vue de l'obtention du diplôme de master en sciences économiques

Option : Economie monétaire et financière

L'INTITULE DU MEMOIRE

**La dynamique de l'épargne en Algérie dans le contexte
économique de 2010 à 2023**

Préparé par :

MOUSSOUNI Said

Dirigé par

Mr. GHANEM Lyes

Date de soutenance : 19/06/2025

Jury :

Président : Mr. YESSAD Nacim

Examineur : Mme. FERRAH Sabrina

Année universitaire : 2024/2025

Dédicaces

Je dédie ce modeste travail :

A Mes très chers parents

Aucune dédicace ne saurait exprime l'affection et l'amour que j'ai pour vous.

Je prie le bon dieu de les garder en bonne santé pour une longue vie.

À toute ma famille sans exception

A tous mes amis qui ont fait preuve d'une amitié sincère.

A toute personne ayant contribué de près ou de loin à la réalisation de ce travail.

Said

Remerciements

Avant toute chose, je remercie Allah, le tout puissant, de m'avoir donné la force et la patience de bien mener ce modeste travail.

Je tiens à exprimer ma profonde gratitude à mon encadrant, Mr GHANEM Lyes, pour sa disponibilité, ses conseils précieux et son accompagnement tout au long de ce travail.

Je remercie également l'ensemble du corps enseignant du département des sciences économiques de l'Université de Bejaia pour la qualité des enseignements dispensés et leur encadrement académique tout au long de notre parcours

À toute personne ayant contribué de près ou de loin à la réalisation et le bon déroulement de ce travail.

Liste des abréviations

Abréviation	Signification
PIB	Produit intérieur brut
IPC	Indice des prix à la consommation
ONS	Office nationale des statistiques
CPA	Crédit populaire d'Algérie
BDL	Banque de développement local
BEA	Banque extérieure d'Algérie
CNEP	Caisse nationale d'épargne et de prévoyance
BADR	Banque de l'agriculture et du développement rural
BNA	Banque nationale d'Algérie
CNESE	Conseil national économique, social et environnemental
SGBV	Société de gestion de la bourse des valeurs
COSOB	Commission d'organisation et de surveillance des opérations de bourse
BOC	Bulletin officiel de la cote
CAAR	Compagnie algérienne d'assurance et de réassurance
CCR	Compagnie centrale de réassurance
SAA	La société nationale d'assurance
CAAT	Compagnie algérienne des Assurances
CNMA	Caisse nationale de mutualité agricole

Sommaire

Introduction générale.....	1
Chapitre I : Approche théorique de l'épargne	4
Introduction	4
Section 1 : Généralités sur la notion de l'épargne.....	4
Section 2 : Les théories économiques de l'épargne	7
Conclusion.....	10
Chapitre II : Le contexte économique de l'Algérie entre 2010 et 2023	14
Introduction	14
Section 1 : Evolution des principaux indicateurs macroéconomiques	14
Section 2 : l'impact du contexte macroéconomique sur l'épargne	17
Conclusion.....	19
Chapitre III : La réalité de l'épargne en Algérie	22
Introduction	22
Section 1 : Le système bancaire algérien et la mobilisation de l'épargne.....	22
Section 2 : La mobilisation de l'épargne via la bourse d'Alger	28
Conclusion.....	31
Conclusion générale	33

INTRODUCTION GENERALE

Introduction générale

Dans un système économique basé sur le marché, les divers intervenants économiques font des décisions qui dépendent fortement de leur confiance dans le futur, c'est-à-dire selon un contexte économique, social et politique. Cela est particulièrement vrai pour l'épargne, qui est un des éléments cruciaux influençant la dynamique économique d'une nation.

L'épargne joue un rôle essentiel dans le développement économique, car elle constitue une source importante de financement pour l'investissement, la croissance et la stabilité financière. Au niveau des ménages, elle contribue à lisser la consommation, à se prémunir contre les risques économiques et à préparer l'avenir.

Il est difficile de saisir pleinement le concept de l'épargne. Pendant longtemps, elle a été perçue comme la différence entre le revenu et la consommation. Ainsi, cette épargne a gagné une existence indépendante qui répond à des facteurs et des raisons spécifiques.

Dans le domaine de l'analyse économique, l'importance de l'épargne a suscité l'intérêt de toutes les écoles de pensée économique. Elle a été associée au revenu, qu'il soit permanent ou transitoire, avec la consommation qu'elle soit privée ou publique, avec le taux d'intérêt, le niveau général des prix, etc.

Dans le contexte algérien, l'épargne présente des spécificités importantes, influencées par des facteurs économiques, structurels et culturels. Malgré l'existence d'un système bancaire relativement bien établi, l'épargne formelle reste insaisissable et est remplacée par l'épargne informelle et une forte préférence pour les actifs corporels tels que l'immobilier ou l'or.

L'épargne nationale en Algérie présente des caractéristiques contrastées. La dépendance du pays à l'égard des revenus pétroliers a conduit à une perturbation de son équilibre macroéconomique en raison de la fluctuation des prix du pétrole, de l'accroissement de l'inflation et des contraintes structurelles de son système financier. La mobilisation de l'épargne en Algérie est entravée par la faiblesse de la bancarisation, la prévalence du secteur informel et le manque de profondeur du marché boursier algérien.

L'objet essentiel de ce travail consiste à élaborer une étude sur la réalité de l'épargne en Algérie, et l'impact du contexte économique algérien sur l'ensemble des formes d'épargne.

C'est dans ce cadre que s'inscrit la problématique de notre travail qui consiste en : « comment le contexte économique en Algérie entre 2010 et 2023 a influencé la dynamique de l'épargne et sa mobilisation ? ».

Cette question suggère de poser des questions secondaires, à savoir :

- Quelle est la situation macroéconomique de l'Algérie durant cette période ?

- Quelle est l'évolution de l'épargne ?
- Quels sont les éléments les plus pertinents pour l'analyse de l'épargne en Algérie ?

Dans le but d'apporter des éléments de réponse aux questions posées, on a opté pour méthode de recherche suivante : une approche théorique qui porte sur le cadre conceptuel de L'épargne et ses différentes sources combiné à une approche descriptive, basée sur l'analyse des données économiques disponibles (rapports de la Banque d'Algérie, de l'ONS, de la COSOB, de la Banque mondiale, etc.)

Pour bien mener notre recherche, et suivant la méthodologie retenue, on a procédé à la division de notre travail en trois chapitres, à savoir :

Chapitres I : Approche théorique de l'épargne

Chapitre II : Le contexte économique de l'Algérie entre 2010 et 2023

Chapitre III : La réalité de l'épargne en Algérie

CHAPITRE I

Chapitre I : Approche théorique de l'épargne

Introduction

L'épargne joue un rôle fondamental dans la dynamique de l'économie d'un pays, constituant un levier essentiel pour le financement des investissements et la stabilité macroéconomique.

L'épargne occupe une place centrale dans la théorie économique, permettant aux ménages de différer la consommation immédiate en vue de gains futurs. L'épargne ne se limite toutefois pas à une simple fonction financière : elle reflète des comportements économiques qui sont influencés par une multitude de facteurs, aussi bien individuels que structurels.

Ce premier chapitre vise à explorer brièvement les fondements théoriques de l'épargne. Il s'agit d'une analyse conceptuelle qui s'appuie sur les principales théories économiques, allant des approches classiques, comme celles de Keynes ou de Modigliani,

Section 1 : Généralités sur la notion de l'épargne

Dans le circuit économique, les ménages apparaissent comme détenteurs des facteurs de production (capital et travail)¹ qu'ils mettent à la disposition des entreprises. En contrepartie ils reçoivent une rémunération (salaire, intérêt ...) qui leur permet d'acheter les biens et services nécessaire pour satisfaire leurs besoins multiples. Généralement, les ménages ne dépensent pas la totalité de leur revenu, mais en épargnent une partie. Ils remplissent donc la fonction d'épargnant.

1.1 Définitions de l'épargne

Plusieurs définitions de l'épargne sont proposées par la théorie économique, chacune de ces définitions insiste sur un ou quelques aspects particuliers.

Selon le dictionnaire de science économique² : « L'épargne est la fraction du revenu qu'un agent économique ne consomme pas immédiatement. Pour une période donnée, le flux de revenu se décompose donc en un flux de consommation et un flux d'épargne. L'épargne est un flux qui augmente la valeur du patrimoine ».

Selon le dictionnaire Larousse³ : « C'est la fraction du revenu individuel ou national qui n'est pas affectée à la consommation mais mise en réserve ».

¹ On entend l'épargne ou les fonds prêtables

² Beitone, Alain, Cazorla, Antoine, & Hemdane, Estelle, « Dictionnaire de sciences économique* », 6e éd., Armand Colin/Dunod, page 265, 2019.

³ Larousse de poche, 2014, p293.

Selon Patrick Villieu « L'épargne est donc la partie non consommée du revenu disponible. Au niveau macroéconomique, elle correspond à la somme de l'épargne des ménages, des entreprises et les administrations⁴ ».

1.2 Les motifs de l'épargne

Selon le psychologue économique Katona (1975), l'épargne est fonction de deux ensembles de facteurs⁵ :

- La capacité et la possibilité d'épargner, soit le facteur économique : le revenu résiduel après les dépenses. Les personnes ayant un revenu élevé (suffisant) sont plus en mesure d'épargner que les personnes avec un revenu faible (insuffisant) ;
- La volonté d'épargner, soit le facteur psychologique : la motivation à épargner. En combinant les raisons d'épargner de Keynes (1936) et Katona (1975), les six motifs d'épargne suivants peuvent être distingués :
 - a) **Le motif de transaction** : l'épargne pour répondre à un objectif, épargner pour une dépense future importante telle qu'une maison, une voiture ou un voyage ;
 - b) **Le motif de précaution 1** : l'épargne tampon, l'incertitude quant à l'avenir et la couverture contre une perte de revenu futur inattendue ou de larges dépenses ;
 - c) **Le motif de précaution 2** : épargner pour distribuer le revenu au fil du temps, afin d'assurer un niveau constant de consommation. C'est particulièrement pertinent pour les personnes à revenu variable, comme les entrepreneurs ;
 - d) **Le motif d'avenir** : l'épargne pour la vieillesse, la retraite, dans le cadre d'un plan de retraite ;
 - e) **Le motif du legs** : épargner pour les enfants et les petits-enfants ;
 - f) **Le motif de spéculation** : épargner pour accroître sa richesse, par exemple en investissant dans le logement ou dans des titres. Toutefois, il n'est pas possible d'assurer toutes les pertes potentielles. Lors d'une récession marquée par un faible degré de confiance des consommateurs, la tendance à l'épargne de précaution s'accroît, en raison du pessimisme et de l'incertitude (indice de confiance faible) quant à leur avenir. Ils pourraient anticiper une diminution de leurs revenus, une hausse d'impôts et/ou une perte d'emploi.

La répartition des richesses dans le temps n'est pas effectuée comme un tampon, mais peut garantir un niveau de consommation stable et homogène. Durant les périodes de prospérité,

⁴ Patrick, Villieu : « macroéconomie consommation et épargne. », édition la Découverte, Paris 2002, page 04

⁵ W. Fred van Raaij, « Motifs et comportement d'épargne », Université de Tilbourg (Pays-Bas), page 89-90.

les individus mettent de côté une portion de leur salaire pour faire face aux futurs moments difficiles.

La spéculation ne se limite pas à l'épargne, elle vise surtout à investir des fonds dans la bourse et l'immobilier pour augmenter sa fortune. Le rendement de l'investissement est habituellement supérieur au taux d'intérêt des comptes d'épargne, surtout pour une durée d'investissement prolongée (de 15 à 20 ans).

1.3 Les sources de l'épargne

On distingue plusieurs sources de l'épargne à savoir les ménages, les entreprises, les administrations publiques⁶ :

1.3.1 L'épargne des ménages

Qui choisissent l'épargne quand les revenus disponibles dépassent leurs dépenses, (non comprises les dépenses d'acquisition de logement).

1.3.2 L'épargne des entreprises

Sous forme des provisions pour couvrir l'usure des équipements et des bâtiments et un profit qu'elles ne distribuent pas intégralement.

1.3.3 L'épargne des administrations

Épargnant dans le cas où leurs recettes propres excèdent leurs dépenses de fonctionnement.

La somme de ces trois éléments mentionnés précédemment constitue l'épargne nationale. Celle-ci peut être divisée en épargne privée et publique. L'épargne privée correspond à la somme des épargnes des ménages et des entreprises. On se réfère à l'épargne extérieure lorsque l'épargne domestique est insuffisante pour assurer les investissements nécessaires.

Pour calculer l'épargne brute des ménages, il faut tenir compte des dépenses de consommation, qui incluent tous les biens courants et durables achetés, à l'exception unique des logements.

Pour les entreprises, l'épargne brute se réfère aux profits non distribués, après impôts ; une fois les impôts déduits.

Pour ce qui est des administrations publiques, leur épargne brute est déterminée comme étant l'écart entre les recettes totales et les dépenses de fonctionnement et de transfert. Une proportion significative de l'épargne brute des ménages est affectée à l'investissement en

⁶ ALOUN Arezki, « Les déterminants de l'épargne en Algérie réalités et perspectives étude de cas : CNEP banque », Mémoire de fin d'études pour l'obtention du diplôme de magistère en science économique, Economie quantitative, Université d'Alger 3, 2014, page 08.

logement ; le reste constitue l'épargne financière, qui est disponible pour les entreprises et les administrations via le marché bancaire ou le marché financier.

1.4 Les formes de l'épargne

On distingue classiquement deux formes d'épargne, l'une financière et l'autre non financière⁷.

1.4.1 L'épargne financière

- Elle comprend les liquidités monétaires « inactives » (qui ne rapportent rien) : c'est la thésaurisation sous forme de « tirelire » ou « bas de laine » d'autrefois, le plus souvent maintenant, les sommes déposées sur des comptes courants bancaires ou postaux ;
- L'épargne liquide, c'est-à-dire l'argent placé à terme comme les livrets d'épargne bancaires (comptes spéciaux d'épargne, comptes d'épargne logement, le plus utilisé restant les livrets des caisses d'épargne ou les comptes épargnes des banques. Tous ces comptes sont rémunérés selon les taux d'intérêt en vigueur ;
- Les titres (actions et obligations) achetés sur le marché financier ou les investisseurs institutionnelles ;
- La souscription de contrat d'assurance-vie auprès des compagnies d'assurances.

1.4.2 L'épargne non financière

Elle comprend les achats de maisons unifamiliales, de maison individuelle pour les familles et les achats d'actifs manufacturiers pour les petites entreprises. Les achats sont traités comme des investissements plutôt que comme de la consommation dans ce cas. Ces investissements nécessitent des sommes importantes au moment de l'achat, qui doivent être amorties sur plusieurs années (par exemple, le remboursement d'un crédit logement peut prendre 10 à 20 ans, parfois même plus).

Section 2 : Les théories économiques de l'épargne

Il faut préciser que les définitions de l'épargne exposées jusqu'à présent sont des définitions comptables et, par conséquent, n'offrent qu'une perspective unique sur la véritable nature de l'épargne. Cette perspective comptable de l'épargne présente des limites, notamment l'incapacité à discerner la séquence des causes et des conséquences. L'épargne est-elle un résultat de ce qui reste du revenu disponible suite aux décisions de consommation ? Ou alors, l'épargne est-elle plutôt influencée par les décisions d'investissement financier des ménages, leur plan immobilier, leurs compromis entre dépenser immédiatement et consommer plus tard

⁷ MEHRI Néjb, FEKIH-SOUSSI Bouthaina, « ECONOMIE ET GESTION », Ecole Nationale d'administration, Tunis, Septembre 2007. Page 06.

? Est-ce véritablement un choix, ou est-ce que l'épargne forcée, comme le remboursement d'un prêt, n'a pas un impact crucial ? La consommation devient alors ce qui reste du revenu disponible après l'épargne. Plusieurs courants de pensée sur la nature de l'épargne ont donc vu le jour.

2.1 L'épargne chez les classiques

Selon les auteurs classiques⁸, il existe une séparation entre l'acte d'épargner et celui de consommer. Selon Adam Smith tout comme David Ricardo, les bénéfices des entrepreneurs sont principalement réinvestis dans la croissance du capital, tandis que les salaires permettent simplement aux travailleurs de « subsister et de maintenir leur espèce sans augmentation ni réduction ». Par conséquent, le taux d'épargne est finalement lié aux profits générés par les entrepreneurs et détermine le taux de croissance économique.

Alors que Thomas Robert Malthus anticipait déjà la possibilité d'un surplus d'épargne à cette même période, Ricardo considérait que seuls des excès sectoriels étaient possibles, selon lui, ces derniers se régulaient d'eux-mêmes puisque les secteurs avec une accumulation excessive de capital généraient des bénéfices faibles qui poussaient les entrepreneurs à réinvestir leur épargne ailleurs.

2.2 L'épargne chez les keynésiens

Selon Keynes⁹, les ménages choisissent d'abord un certain niveau de consommation ; l'épargne sera alors ce qui reste du revenu. Ainsi, les ménages à faible revenu vont épargner peu tandis que les ménages à fort revenu épargneront une importante part de leurs ressources. Il définit alors une propension à épargner, comme étant la part (proportion) du revenu qui est épargné : il montrera en suite que lorsque les revenus augmentent, la part destinée à l'épargne s'accroît avec une propension à épargner qui augmente avec le revenu par contre celle affecter à la consommation diminue (en terme relatif et non absolu).

Enfin, pour Keynes, dans un second temps, le taux d'intérêt permet aux ménages d'effectuer une répartition de leur épargne entre la forme financière (placé pour rapporter des intérêts), une forme liquide (thésauriser) et une forme non-financière (acquisition des biens immobiliers, de bijoux, œuvre d'art ...). Le taux d'intérêt explique ainsi sa structure et non son montant global.

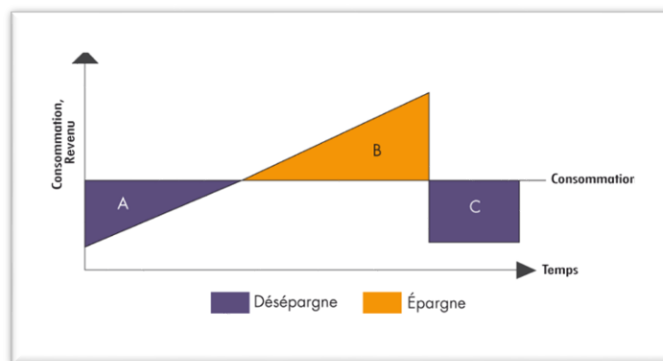
⁸ Didier DAVYDOFF, « Les déterminants du niveau de l'épargne », Encyclopædia Universalis, disponible sur : <https://www.universalis.fr/encyclopedie/epargne/2-les-determinants-du-niveau-de-l-epargne/>, page consulté le 20/03/2025.

⁹ MOUSSA ABOUBACAR Sahabi, RENE MATHIEU BELLO Rachidi Ebikule, « Evolution de l'épargne des ménages depuis la crise de la covid-19 : Cas de la wilaya de Bejaia », Mémoire de fin d'études pour l'obtention du diplôme de master en sciences économiques, Economie Monétaire et Bancaire, Université de béjaia, 2022, page 11-12.

2.3 L'épargne chez Modigliani

La théorie du cycle de vie a été développée dans les années 1960 par Albert Ando et Franco Modigliani¹⁰. Ces deux économistes ont tenté de modéliser de façon simple les cycles d'épargne et de désépargne d'un individu au cours de son existence (dans un modèle anglo-saxon avec peu ou pas de couverture retraite obligatoire).

Figure 1 : La théorie de cycle de vie du Modigliani



Source : <https://www.lafinancepourtous.com/>

L'hypothèse de base de cette théorie illustrée par le graphique ci-dessus est que le niveau de consommation des individus reste stable dans le temps, et que durant la vie active le revenu ne cesse de croître, puis décroît très fortement au moment de la retraite.

Trois périodes se distinguent, et à chacune correspond un comportement différent.

- Au début de son existence, l'individu est jeune et emprunte pour financer sa vie courante (A).
- Ensuite il trouve un travail et consacre une grande partie de ses revenus à se constituer une épargne pour rembourser les sommes empruntées puis préparer sa chute de revenus au moment de sa cessation d'activité (B),
- Période pendant laquelle il désépargnera pour maintenir son niveau de vie (C).

2.4 L'épargne chez Duesenberry

En 1949, James Duesenberry propose une explication de la consommation qui s'accorde avec des observations transversales et avec les observations sur séries temporelles. Deux suppositions sont examinées et comportent deux interprétations du revenu relatif¹¹.

La première se base sur le principe que plus on descend dans l'échelle des revenus, plus la proportion de la consommation par rapport au revenu est élevée. Les agents manifestent une certaine aspiration à atteindre un niveau de vie toujours plus haut, ils désirent imiter ceux qui

¹⁰<https://www.lafinancepourtous.com/decryptages/finance-perso/epargne-et-placement/epargne/la-theorie-du-cycle-de-vie/>, page consulté le 21/03/2025

¹¹Tacheix, Thierry, « L'essentiel de la Macro-économie », Gualino éditeur, Lextenso éditions, 8e éd, Paris, France, page 46-47, 2015.

disposent d'un revenu plus important. On parle d'effet d'imitation. La consommation procure un certain statut social que les individus tentent d'acquérir en diminuant leur épargne lorsqu'ils ont des revenus modestes.

Le concept de la seconde définition est que, pour une durée spécifique, la consommation d'un ménage n'est pas uniquement conditionnée par le revenu de cette période, mais aussi par le revenu maximal qu'il a atteint antérieurement. On observe un phénomène de mémoire économique. Durant une récession, lorsque le revenu courant vient à diminuer, les agents économiques tentent de maintenir leur niveau de vie antérieur. Ils maintiennent leurs habitudes de consommation basées sur un revenu antérieur supérieur au revenu courant.

En courte période et notamment en période de récession, les agents économiques se souviennent de leur revenu passé élevé avec lequel ils ont pris des habitudes de consommation.

2.5 L'épargne chez Friedman

Friedman, dans son hypothèse du revenu permanent postule que l'objectif du ménage est de maintenir un sentier de consommation parfaitement stable répartissant les ressources acquises au cours de la vie de façon égale entre chaque période de la vie. Pour Milton Friedman, l'épargne ne dépend pas du revenu courant mais du revenu permanent, entendu comme le revenu dont l'agent peut disposer à chaque période de sa vie. Ainsi la part consommée par le ménage dans chaque période est égale à son revenu permanent, de ce fait, le ménage n'épargne que son revenu aléatoire ou transitoire (les primes par exemple).

Conclusion

L'épargne joue un rôle fondamental dans l'économie, tant à l'échelle individuelle que collective. À travers ce chapitre, nous avons d'abord défini la notion d'épargne et nous avons déduit que c'est un concept relativement difficile à définir. Il n'existe pas de définition qui arrive à satisfaire et à réunir tous les différents courants de pensée

Pour finir, nous avons analysé les principales théories économiques cherchant à expliquer les comportements d'épargne, en mettant l'accent sur les approches classiques, keynésiennes et modernes.

Ces éléments nous ont permis de mieux comprendre la notion l'épargne et comment elle peut influencer la croissance économique, ainsi que son rôle stratégique dans le financement de l'économie et la stabilité financière.

CHAPITRE II

Chapitre II : Le contexte économique de l'Algérie entre 2010 et 2023

Introduction

De 2010 à 2023, l'Algérie a traversé de nombreux bouleversements économiques significatifs, particulièrement en raison des fluctuations des cours des hydrocarbures, de la crise sanitaire liée à la Covid-19 ainsi que des tensions inflationnistes récentes. Il est crucial d'examiner la situation macroéconomique pendant cette période pour saisir les tendances de l'épargne nationale. L'objectif de ce chapitre est donc d'exposer les évolutions économiques majeures en Algérie et d'analyser leurs impacts possibles sur la dynamique de l'épargne.

Section 1 : Evolution des principaux indicateurs macroéconomiques

L'analyse des indicateurs macroéconomiques principaux comme le PIB, le taux d'inflation, la consommation, l'épargne intérieur brut, le chômage, aide à saisir l'environnement économique qui encadre la dynamique de l'épargne. Ces indicateurs présentent une perspective générale de la performance économique nationale et constituent le fondement pour l'analyse des habitudes d'épargne observées durant cette période.

1.1 La croissance économique et le produit intérieur brut

« Le principal agrégat de la comptabilité nationale est le produit intérieur brut (PIB) qui est la somme des valeurs ajoutées des unités institutionnelles résidentes¹² ».

L'économie algérienne est basée essentiellement sur l'exploitation des hydrocarbures, ressource quasi unique du pays. Ces derniers constituent la principale source de revenu du pays (98% des recettes des exportations algériennes)¹³.

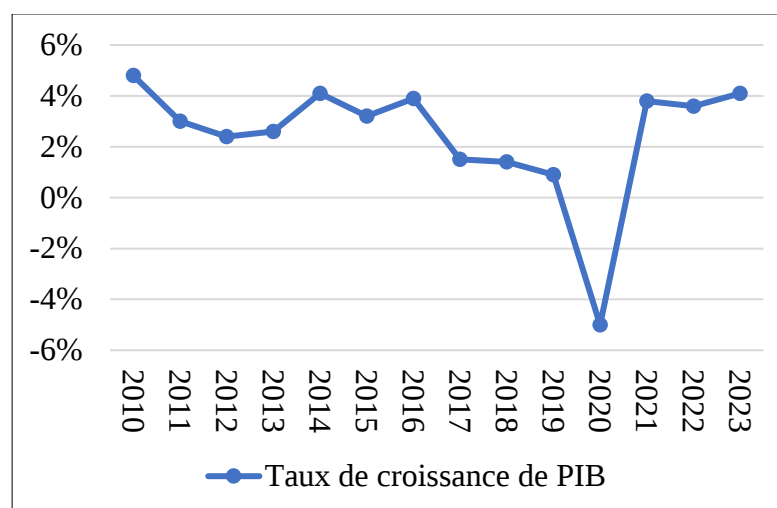
Le PIB subit une augmentation jusqu'à l'année 2014 suite à la hausse des prix de baril puis il subit une baisse en 2015 suite à la chute des prix du baril. Les produits pétroliers, par leur contribution au PIB, participent à la croissance économique en Algérie en tant que pays ayant une économie rentière.

Malgré le ralentissement de la production d'hydrocarbures, la croissance économique s'est avérée robuste depuis la pandémie. Le PIB a progressé de 3,8 % en 2021, de 3,6 % en 2022 et de 4,1 % en 2023. Cette performance a été soutenue par une augmentation des dépenses publiques de plus de 60 % entre 2021 et 2023, dans un contexte de hausse des salaires et des retraites du secteur public, de l'introduction d'allocations chômage, de l'expansion des subventions alimentaires et de l'augmentation substantielle des investissements publics.

¹² Beitone, Alain, Cazorla, Antoine, & Hemdane, Estelle, « Dictionnaire de science économique* », 6e éd., Armand Colin/Dunod, page 10, 2019.

¹³ Oukaci Kamal, (2012), « L'impact d'un choc des prix du pétrole sur l'économie algérienne », revue Roa Iktissadia, Vol.02, n° 2, pp. 225-235.

Figure 2 : L'évolution de taux de croissance de PIB



Source : établie par l'auteur d'après les rapports de la banque d'Algérie

1.1.1 Contribution des autres secteurs

- **Agriculture** : L'impact observé de l'agriculture sur la croissance du PIB est positif mais faible, ce qui traduit la faible ampleur de l'influence de la production agricole dans la formation du produit total. Le rôle de l'emploi agricole sur le PIB est décelable seulement à long terme, ce qui souligne tout l'intérêt d'un renforcement de ce secteur pour diversifier l'économie.
- **Commerce extérieur** : Les exportations et importations sont propices à la croissance notamment lors de hausses de prix du pétrole. Toutefois, la structure des exportations est faible en valeur ajoutée, et le secteur de l'énergie est très concentré spatialement¹⁴.

1.2 L'inflation et l'indice des prix à la consommation

Le tableau ci-dessous représente l'évolution du taux d'inflation et l'IPC en Algérie durant la période de 2010 à 2023.

Tableau 1 : l'évolution du taux d'inflation et l'IPC

Année	IPC	Taux D'inflation
2010	100	3,9%
2011	104,5	4,5%
2012	113,8	8,9%
2013	117,5	3,3%
2014	120,9	2,9%
2015	126,7	4,8%
2016	134,8	6,4%
2017	142,4	5,6%

¹⁴ Haouas, Amine, Ochi, Anis et al, (2021), "Sources of Algeria's economic growth, 1979– 2019: Augmented growth accounting framework and growth regression method", Regional Science Policy & Practice, Vol.16, n° "", pp. 01-19.

2018	148,5	4,3%
2019	151,4	2,0%
2020	155	2,4%
2021	166,2	7,2%
2022	181,6	9,3%
2023	198,6	9,3%

Source : établie par l'auteur à partir des données de la banque mondiale et l'ONS.

L'analyse de l'évolution de l'indice des prix à la consommation (IPC) en Algérie entre 2010 et 2023 révèle une nette tendance à l'inflation. En effet, l'IPC est passé de 100 en 2010 à 198,6 en 2023, montrant presque un doublement des prix en treize ans.

Au cours de cette période, le taux d'inflation annuel a enregistré des hausses importantes, notamment en 2012 (8,9 %), en 2016 (6,4 %) et, de manière encore plus accentuée, entre 2021 et 2023, avec des niveaux dépassant 7 %, atteignant 9,3 % en 2022 et 2023 (ONS 2023).

Cette trajectoire inflationniste s'explique par une combinaison de facteurs conjoncturels et structurels, dont la chute des prix du pétrole en 2014, la dépréciation continue du dinar, la rigidité des structures productives nationales, et le recours au financement non conventionnel à partir de 2017¹⁵, et la crise sanitaire en 2020.

L'inflation en Algérie n'a pas uniquement constitué un déséquilibre conjoncturel ; elle est devenue un élément structurel qui décourage l'épargne, réduisant ainsi les capacités de financement internes de l'économie nationale.

1.3 La consommation et l'épargne intérieure brute

L'étude de la consommation et de l'épargne intérieure brute fournit une perspective éclairante sur les transformations économiques qui ont eu lieu au cours de cette période.

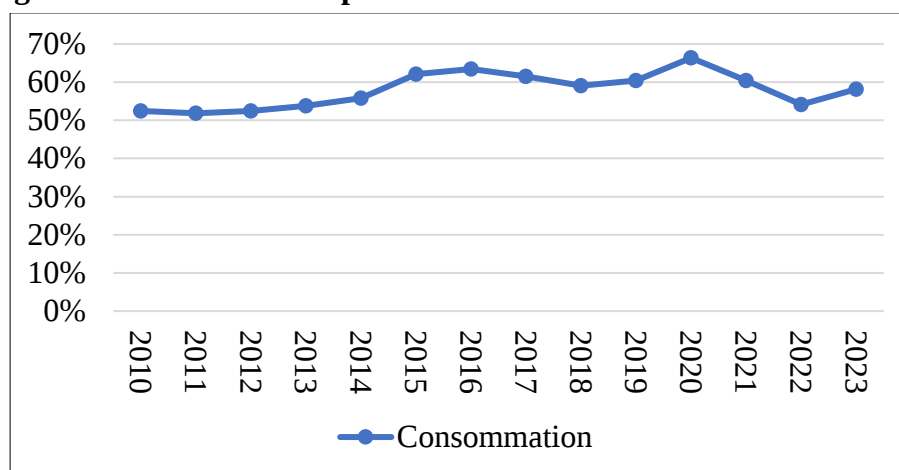
1.3.1 La consommation

L'analyse des statistiques révèle que la proportion de la consommation dans le PIB algérien a grimpé de 52,5 % en 2010 à un pic de 66,4 % en 2020, pour ensuite diminuer progressivement et se fixer à 58,1 % en 2023. Cette augmentation, notamment entre 2015 et 2020, se produit en parallèle d'une phase de vives perturbations économiques, signalée par la baisse des prix des hydrocarbures dès 2014 et par la crise sanitaire mondiale en 2020.

Malgré la contraction du PIB en 2020 (-5 %), les dépenses des ménages ont continué à représenter la principale source de dynamisme économique, soutenues par les politiques de subventions et de transferts sociaux

¹⁵ Kaci, F. (2012). « Essai Sur Les Origines De L'inflation En Algérie ». Revue algérienne d'économie et gestion, Vol. XV, n° 2, pp 843-864.

Figure 3 : Evolution de la part de la consommation dans le PIB

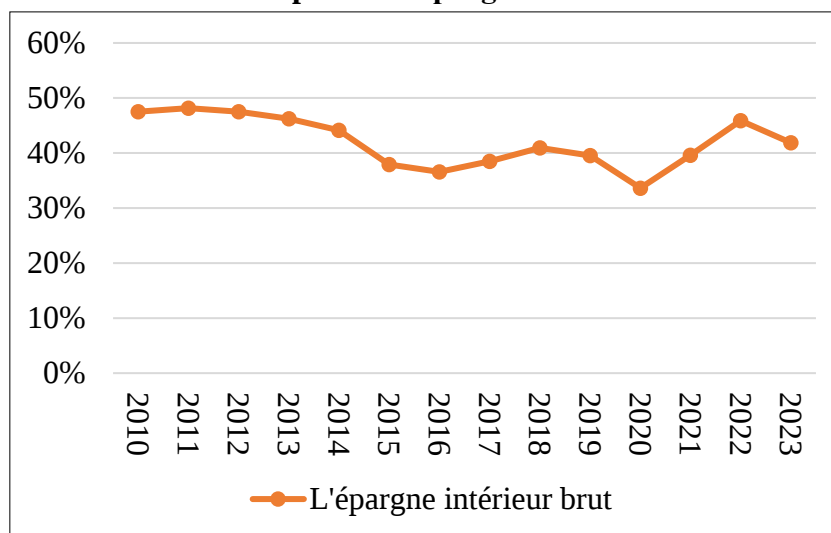


Source : établie par l'auteur à partir des données de la banque d'Algérie.

1.3.2 L'épargne intérieure brut

En miroir de l'évolution de la consommation, la part de l'épargne intérieure brute dans le PIB a connu une tendance à la baisse pendant la majeure partie de cette période. Elle a diminué de 47,5 % en 2010 à 33,6 % en 2020, puis a augmenté à nouveau pour atteindre 41,9 % en 2023. Ce déclin illustre une diminution progressive de la capacité du pays à générer de l'épargne nationale, qu'elle soit publique ou privée.

Figure 4 : Evolution de la part de l'épargne intérieure brute dans le PIB



Source : établie par l'auteur à partir des données de la banque d'Algérie.

Section 2 : l'impact du contexte macroéconomique sur l'épargne

Représente une source cruciale pour financer les investissements et stimuler l'expansion économique. Concernant l'Algérie, la progression de l'épargne nationale de 2010 à 2023 s'est effectuée dans un contexte caractérisé par des déséquilibres structurels, une instabilité macroéconomique et une intermédiation financière restreinte.

2.1 La désincitation à l'épargne formelle

L'une des raisons principales pour laquelle l'épargne formelle est limitée en Algérie réside dans l'augmentation continue du niveau général des prix, surtout depuis les années 2010. Lorsque l'inflation dépasse les taux d'intérêt disponibles sur les options d'épargne, cela diminue le véritable rendement des dépôts bancaires, ce qui rend ces options moins attirantes pour les ménages.

À titre d'exemple, les taux d'intérêt appliqués sur les dépôts à terme dans les établissements bancaires publics, comme ceux de la CNEP :

Tableau 2 : taux d'intérêt appliqué par la CNEP sur les dépôts à terme

Durée	03 mois	06 mois	01 an	02 ans	03 ans	04 ans	05 ans
Taux annuel brut	1,5%	1,75%	2,00%	2,25%	2,75%	3,25%	4,00%

Source : <https://www.cnepbanque.dz/>

Ces taux Varient entre 2 % et 4 % en fonction de la durée de l'investissement. Cependant, ces taux demeurent significativement inférieurs au taux d'inflation constatés. En 2022 et 2023, l'inflation sur une base annuelle a franchi le seuil de 9 %, indiquant que les épargnants subissent en réalité des pertes de rendement en termes réels.

Ce phénomène engendre une impression de dévaluation des fonds placés dans le secteur bancaire, incitant les ménages à faire recours à des options informelles ou spéculatives qui ne sont pas toujours reconnue par les institutions financières

En somme, l'inflation agit comme un facteur d'éviction de l'épargne formelle, car elle réduit sa rentabilité perçue, voire provoque une perte de confiance durable dans les produits bancaires classiques.

2.2 Croissance inconstante et fragilité de la capacité d'épargne

Un autre élément essentiel est la prépondérance de la consommation dans la structure du PIB algérien, qui a parfois excédé 66% du PIB (en 2020). Une telle organisation démontre une économie dynamisée par les dépenses des ménages, souvent encouragées par des politiques fiscales expansionnistes et des aides gouvernementales, au dépend de la capacité d'épargne du pays.

En même temps, la croissance économique a connu des fluctuations, avec des phases de récession (notamment en 2020) et des reprises modérées. Mais, la littérature économique fait un lien d'entre une croissance stable et l'accumulation d'épargne (Aghion & Howitt. 2009). En période d'instabilité économique, les agents économiques ont tendance à opter pour la consommation immédiate ou l'épargne informelle de précaution, plutôt que de recourir à l'épargne à long terme via le système bancaire.

Cette tendance est amplifiée par la dépendance structurelle aux hydrocarbures, qui rend l'économie vulnérable à des chocs externes récurrents.

2.3 Incertitude et instabilité : obstacles à l'épargne

L'incertitude économique est un obstacle à la mobilisation de l'épargne en Algérie, on a observé une instabilité économique notable surtout avec la baisse des prix des hydrocarbures en 2014 et la crise sanitaire de 2020). Aussi la gestion budgétaire n'est pas très ferme et des réformes économiques incomplètes.

L'instabilité réduit la confiance dans les institutions financières et renforce la préférence pour la liquidité ou les formes d'épargne informelles, comme la thésaurisation en devises ou en or. Elle limite aussi l'investissement productif, ce qui diminue indirectement les revenus et la possibilité d'économiser à l'avenir. Donc, en plus des facteurs économiques traditionnels, la qualité de l'environnement institutionnel se révèle être un élément crucial dans l'effort d'épargne d'un pays en transition tel que l'Algérie (Todaro, M & Smith, S. 2020).

Conclusion

L'analyse du contexte économique algérien de 2010 à 2023 révèle une période caractérisée par des fluctuations significatives principalement dues à la volatilité des prix des hydrocarbures, les dynamiques inflationnistes et les ajustements de politique économique. L'économie du pays, fortement dépendante des revenus pétroliers, a été exposée à des chocs externes répétés, ce qui a restreint la prévisibilité de sa croissance et entraîné une instabilité macroéconomique ayant un impact significatif sur les comportements d'épargne.

L'économie algérienne est stimulée par les dépenses publiques, mais entravée par l'inflation et un manque de confiance dans le système financier, ce qui restreint l'épargne formelle au bénéfice des investissements refuges et du secteur non déclaré.

CHAPITRE III

Chapitre III : La réalité de l'épargne en Algérie

Introduction

L'épargne constitue un outil essentiel pour le financement du progrès économique, à condition qu'elle soit collectée de manière efficace et dirigée vers des circuits productifs. En Algérie, la mobilisation de l'épargne nationale reste en dessous des espérances, malgré le rôle crucial que pourrait jouer le système bancaire et les institutions financières dans sa promotion.

Ce chapitre examine la situation actuelle de l'épargne en Algérie, en étudiant le fonctionnement du système bancaire, les dispositifs instaurés pour mobiliser l'épargne, et le rôle encore de la Bourse d'Alger dans l'orientation des ressources financières.

Section 1 : Le système bancaire algérien et la mobilisation de l'épargne

1.1 Présentation du système bancaire algérien

Le secteur bancaire a enregistré une évolution positive en 2023 en ce qui concerne les indicateurs de l'intermédiation bancaire¹⁶, de la bancarisation, de la solidité et de la rentabilité. La voie à l'entrée de banques privées, y compris étrangères, et à l'établissement d'un cadre juridique mieux organisé. À fin décembre 2023, le système bancaire algérien se compose de 28 banques et établissements financiers ayant tous leurs sièges sociaux à Alger. Il est à noter que 12 banques sur 20 offrent des produits et des services relevant de la finance islamique ; 6 banques publiques et 6 banques privées dont 2 sont exclusivement spécialisées dans la finance islamique.

Selon leurs natures d'activité, les banques et les établissements financiers sont répartis comme suit :

- 7 banques publiques ;
- 13 banques privées à capitaux étrangers dont une à capitaux mixtes ;
- 6 Établissements financiers publics ;
- 5 sociétés de leasing dont 3 publiques ;
- 1 mutuelle d'assurance agricole agréée pour effectuer des opérations de banque qui a opté, à fin 2009, pour le statut d'établissement financier.

A fin 2023, le réseau bancaire algérien compte 1 649 agences dont 1 249 agences pour les banques publiques et 400 agences pour les banques privées.

Sur l'ensemble des agences bancaires, 89 agences sont exclusivement dédiées à la finance islamique à fin 2023 contre 75 agences à fin 2022. De leur côté, les banques publiques

¹⁶ Rapport annuel de la Banque d'Algérie, 2023, page 46.

totalisent 18 agences dédiées à la finance islamique à fin 2023, tandis que les banques privées comptent 71 agences dont 58 pour les deux banques spécialisées dans la finance islamique. Par ailleurs, le nombre d'agences des établissements financiers a atteint 97 agences à fin 2023 contre 96 agences à fin 2022.

1.2 Les ressources collectées dans les banques

Les banques peuvent proposer à leurs clients différentes formules de placements : placements à vue, placements à terme ou formules particulières de placement¹⁷.

a) Les placements à vue : Placer son épargne à vue c'est déposer des fonds avec la possibilité de les retirer à tout moment et sans préavis. La principale qualité de l'épargne à vue est la disponibilité, son principal défaut est sa faible rentabilité.

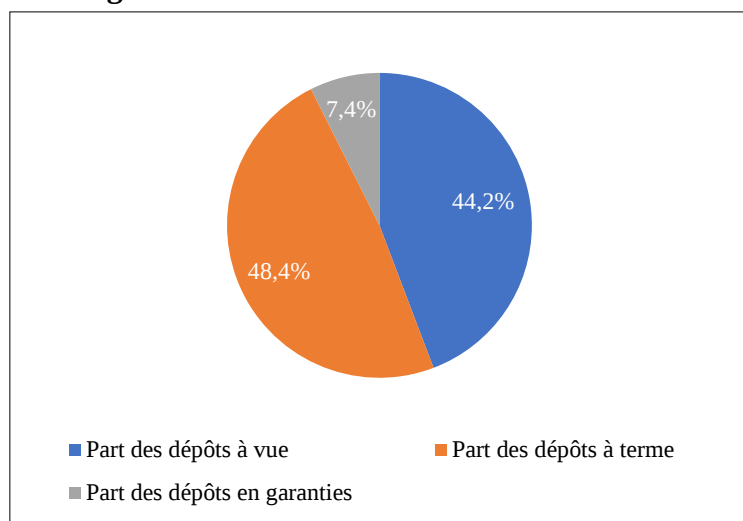
b) Les placements à terme : Contrairement à l'épargne à vue, placer son épargne à terme, c'est s'engager à la laisser à la disposition du dépositaire pendant un certain délai, sauf à perdre tout ou partie des avantages prévus. La principale qualité de l'épargne à terme est en principe sa rentabilité, son principal défaut est son indisponibilité.

1.2.1 La structure des ressources collectées

Le total des ressources collectées par les banques algériennes en 2010 à 2023 est passé d'environ 5 819 milliards de dinars à près de 14 917 milliards de dinars. Cependant, la structure des dépôts révèle des préférences marquées :

- Les dépôts à vue, représentant près de 44,2 % des ressources collectées
- Les dépôts à terme, en parallèle, représentant 48,4 % des ressources collectées

Figure 5: Structure des ressources collectées.



Source : réalisé par l'auteur à partir des données de la banque d'Algérie.

¹⁷ Bernet-Rollande, « principes de techniques bancaires », 25e édition Dunod, Paris ,2008 page 94.

1.2.2 L'évolution des ressources collectées

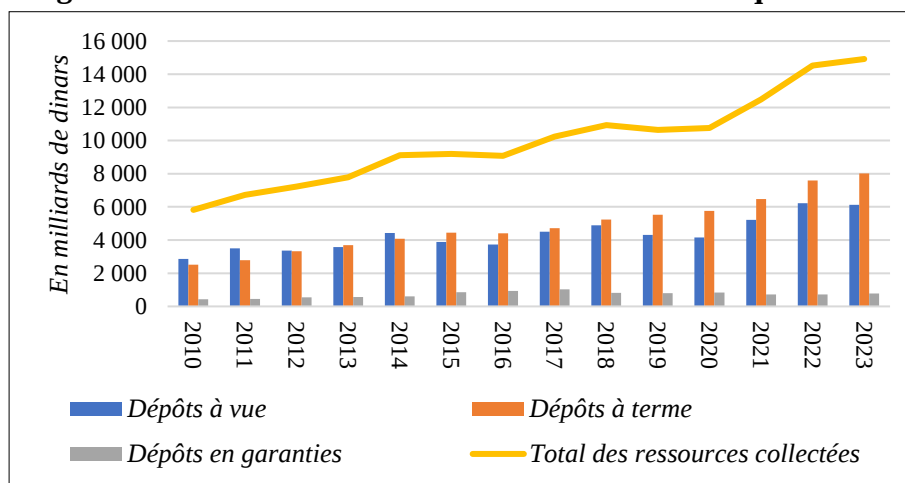
1.2.2.1 L'évolution des ressources collectées par type des banques

Afin de mieux comprendre les tendances on va étudier les dépôts sur a trois (3) périodes :

- La période allant de 2010 jusqu'à 2014 est marquée par une progression des ressources bancaires de 5 865 milliards DZD en 2010 à 8 370 milliards DZD en 2014, cette dernière s'inscrit dans un contexte économique favorable caractérisé par une hausse des prix des hydrocarbures (le cours moyen du baril de pétrole brut est de 112,94 dollars en 2011)¹⁸, elle est marquée aussi par un comportement d'épargne à vue.
- La période allant de 2015 jusqu'à 2019 a connu une croissance des dépôts bancaires malgré la chute drastique des prix des hydrocarbures en 2015 (le cour moyen annuel atteint 53,03 dollars/baril)¹⁹, atteignant 10 639 milliards DZD en 2019.
- Une période qui a connu un renversement des tendances, les dépôts à terme deviennent majoritaires, représentant entre 46 % et 52,7 %. Les dépôts à vue reculent, tombant à 40,5 % en 2019.
- La période allant de 2020 jusqu'à 2023 une période caractérisée par une hausse significative des dépôts malgré la crise pandémique (COVID-19), après un ralentissement en 2020 (10 345 milliards DZD), forte progression vers 14 924 milliards DZD en 2023. Une domination des dépôts à terme (55,6 %en 2020).

D'après cette analyse on peut déduire que les agents économiques avant 2015 ont privilégié les dépôts à vue qui sont moins rentables mais plus liquides, mais après 2015 cette tendance s'est inversée.

Figure 6: Evolution des ressources collectées des banques



Source : réalisé par l'auteur à partir des données de la banque d'Algérie.

¹⁸ Rapport annuel de la Banque d'Algérie, 2011, page 23.

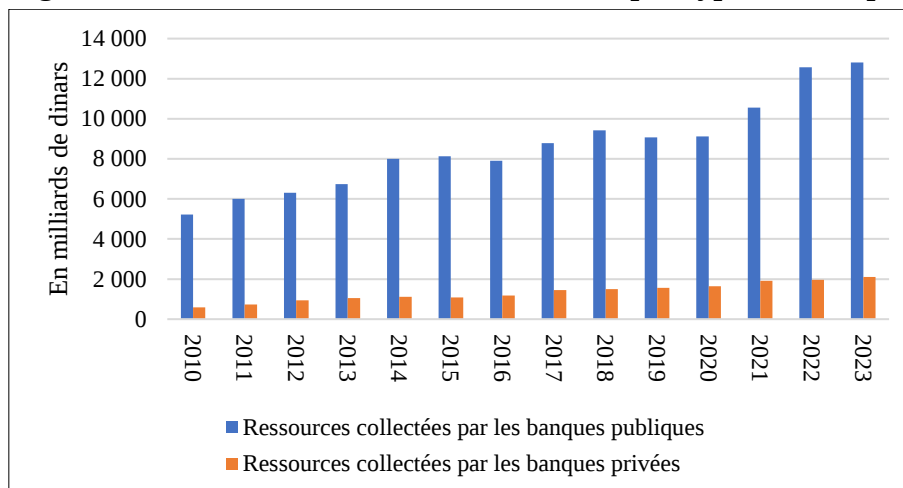
¹⁹ Rapport annuel de la Banque d'Algérie, 2015, page 27.

1.2.2.2 L'évolution des ressources collectées par type des banques

Selon l'analyse des données, la plus grande partie des dépôts que ce soit à vue ou à terme sont détenues par les banques publiques.

En 2022, elles possédaient 12 669 milliards de dinars, par comparaison aux banques privées qui avaient un total de 1 960,9 milliards de dinars. Ce qui signifie que les agents économiques ont une préférence pour les banques publiques.

Figure 7 : Evolution des ressources collectées par type des banques



Source : réalisé par l'auteur à partir des données de la banque d'Algérie.

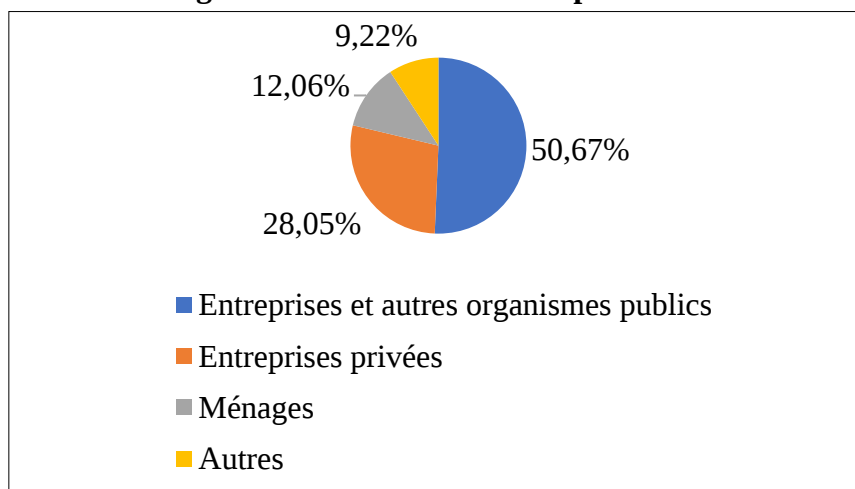
1.2.3 La répartition des dépôts par agents économiques

L'analyse de la répartition des dépôts bancaires permet de mieux comprendre le comportement de l'épargne des agents économiques.

En Algérie, les dépôts bancaires se présentent essentiellement sous la forme de dépôts à vue et de dépôts à terme.

1.2.3.1 Les dépôts à vue

Figure 8 : La structure des dépôts à vue

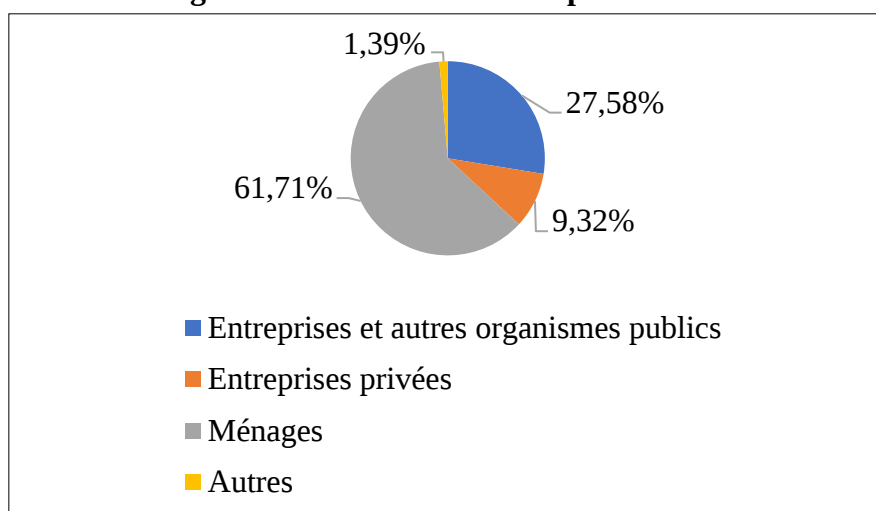


Source : réalisé par l'auteur à partir des données de la banque d'Algérie.

La répartition des dépôts à vue nous montre une domination des entreprises et organismes publics avec 50,67%, ce qui confirme la centralité de ce secteur. Les entreprises privées détiennent 28,05%, ce qui démontre une présence significative, bien que son rôle reste secondaire par rapport à celui de secteur public. La part des ménages est moins significative par rapport aux autres secteurs avec 12,06%, cette tendance révèle une méfiance vers les dépôts à vue, la part de la catégorie « autres » attient 9,22%.

1.2.3.2 Les dépôts à terme

Figure 9 : La structure des dépôts à terme



Source : réalisé par l'auteur à partir des données de la banque d'Algérie.

À l'opposé, la structure des dépôts à terme met en évidence une forte participation des ménages, qui représentent 61,71%, Les entreprises et organismes publics suivent avec 27,58 %, les entreprises privées, quant à elles, n'y contribuent qu'à hauteur de 9,32 %, la catégorie "Autres" reste marginale avec 1,39 %.

D'après l'analyse précédente on peut déduire que :

- Les ménages détiennent 61,71 % des dépôts à terme, cela traduit une épargne de précaution et de sécurité, face à d'inflation et l'incertitude économique ;
- Les dépôts à vue ont une fonction qualifiée de « transactionnelle », dominés par les entreprises publiques et privées, ils servent à gérer les flux de trésorerie quotidiens ;

1.3 Les défis du système bancaire à la collecte de l'épargne

La collecte de l'épargne est un enjeu pour le financement de l'économie, notamment dans les économies en développement, En Algérie la présence du secteur informel, la faible bancarisation limitent la collecte de l'épargne. Selon (Derder. N & Benammar. A, 2022), les principaux obstacles à la collecte de l'épargne dans le contexte algérien sont :

1.3.1 La faible densité du réseau bancaire

L'une des entraves majeures identifiées est la faible densité de réseau bancaire, notamment dehors les grandes villes (35,47 % des guichets bancaires), délaissant les zones rurales et les villes secondaires. Cette concentration géographique crée une inégalité d'accès aux services financiers, ce qui dissuade une partie importante de la population de secteur formel.

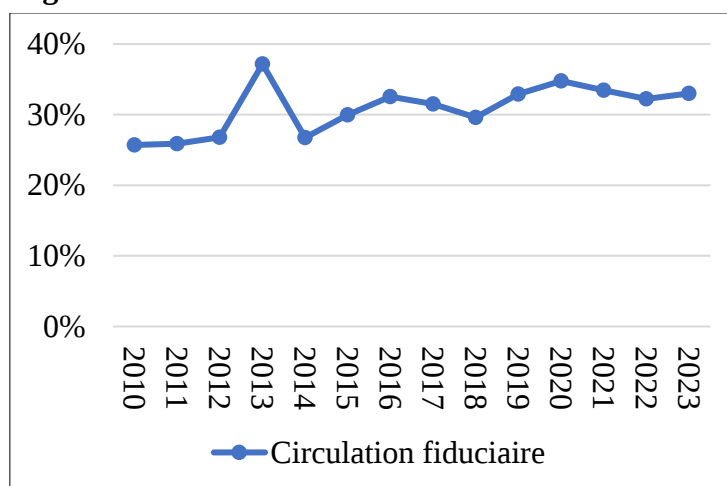
1.3.2 Le faible développement de la finance islamique

La finance islamique constitue un élément susceptible d'attirer une partie de la population exclue pour des motifs religieux. Seules deux banques islamiques opèrent en Algérie (environ 3 % de parts de marché), une limite qui empêche l'inclusion de nombreux épargnants potentiels.

1.3.3 La part de la circulation fiduciaire dans la masse monétaire

Un autre indicateur significatif de l'ampleur de secteur informel en Algérie et la tendance haussière de la part de circulation fiduciaire dans la masse monétaire. Le graphe ci-dessus témoigne de cette tendance.

Figure 10 : L'évolution de de la circulation fiduciaire



Source : réalisé par l'auteur à partir des données de la banque d'Algérie.

La part de la circulation fiduciaire dans la masse monétaire atteint son pic en 2013 (37 %). D'ailleurs c'est des taux qui dépassent ceux des autres pays de la région nord-africaine, et confirme une autre fois une préférence persistante pour les transactions en espèces.

1.3.4 Le problème de la Culture bancaire et financière

Enfin le manque de sensibilisation et de formation à l'usage de produits bancaires représente un obstacle non négligeable, selon le Conseil national économique, social et environnemental (CNESE), ce phénomène accuse beaucoup de retard quant aux processus de la mobilisation de l'épargne.

Section 2 : La mobilisation de l'épargne via la bourse d'Alger

2.1 Présentation de la SGBV

La Société de Gestion de la Bourse des Valeurs, sous la forme abrégée SGBV²⁰, sise au 27 Bd Colonel Amirouche Alger, est une société par actions au capital social de 485 200 000, 00 DA, créée par le décret législatif n°93-10 du 23 mai 1993 et constituée le 25 mai 1997 ; elle constitue un cadre organisé et réglementé au service des Intermédiaires en opérations de bourse en tant que professionnels pour leur permettre d'exercer leurs missions conformément aux lois et règlements en vigueur.

Depuis sa création, elle s'est attelée à mettre en place les dispositifs opérationnels et techniques nécessaires aux transactions sur les valeurs mobilières admises en Bourse.

A. Les fondateurs de la SGBV

- Les banques nationales : BDL, BEA, BADR, CPA, BNA, CNEP.
- Les compagnies d'assurance nationales : CAAR, CCR, SAA, CAAT, CNMA.
- Une banque privée : Union Bank

B. Les actionnaires de la SGBV

- Banque de Développement Local (BDL) ;
- Banque Extérieure d'Algérie (BEA) ;
- Banque de l'Agriculture et du Développement Rural (BADR) ;
- Crédit Populaire d'Algérie (CPA) ;
- Banque Nationale d'Algérie (BNA) ;
- Caisse Nationale d'Epargne et de Prévoyance (CNEP Banque) ;
- BNP PARISBAS El Djazair ;
- Société Générale Algérie ;
- Tell Markets ;
- Al Baraka Banque Algérie ;
- Al Salam Bank Algeria.

C. Les sociétés cotées

Tableau 3 : Les sociétés cotées sur la bourse d'Alger

Sociétés	Quantité d'actions offertes	Cours d'introduction	Capitalisation boursière
Alliance Assurances	1 804 511	830	3 900 631 140
BDL	44 200 000	1 400	209 308 000 000

²⁰ https://www.sgbv.dz/?page=ligne_societe&lang=fr , page consultée le 16 mai 2025.

Biopharm	5 104 375	1 225	63 804 687 500
CPA	48 958 634	2 300	460 000 000 000
EGH El Aurassi	1 200 000	400	2 400 000 000
Saidal	2 000 000	800	4 050 000 000

Source : <https://www.sgbv.dz/>

NB : le cours d'introduction et la capitalisation boursière sont en DA.

D. Les missions de la SGBV

La SGBV prend en charge les activités suivantes :

- L'organisation pratique de l'introduction en Bourse des valeurs mobilières ;
- L'organisation matérielle des séances de Bourse et la gestion du système de négociation et de cotation ;
- La publication d'informations relatives aux transactions en Bourse et l'édition d'un Bulletin Officiel de la Cote (BOC).
- Les missions de la société sont exercées sous le contrôle de la Commission d'Organisation et de Surveillance des Opérations de Bourse (COSOB).

2.2 Le rôle de la Bourse d'Alger dans la mobilisation de l'épargne

En principe, les marchés boursiers servent à orienter l'épargne des ménages vers les entreprises nécessitant des capitaux. Ces émissions d'actions ou d'obligations permettent de financer à long terme, tout en proposant aux investisseurs des opportunités de placement et de rendement. Les marchés financiers développés ont un impact positif sur l'efficience de l'allocation des ressources et sur le développement économique (Levine. R, 1997).

Dans le cas de la bourse d'Alger, sa contribution à la mobilisation de l'épargne demeure très marginale. Le marché boursier est caractérisé par un nombre limitée des sociétés cotées (6 au total), une faible part de la capitalisation boursière par rapport au PIB (0,5%)²¹. Par conséquent, la bourse peine à jouer pleinement son rôle d'intermédiaire entre l'épargne et l'investissement.

Cependant, des changements récents indiquent une possible dynamisation de marché bousier en Algérie. Selon l'agence Ecofin²² l'introduction en Bourse de la Banque de Développement Local (BDL) en mars 2025 a fait grimper la capitalisation boursière à plus de 733 milliards de dinars (environ 5,4 milliards de dollars).

²¹ Rapport annuel de la COSOB, page 54, 2023.

²²<https://www.agenceecofin.com/actualites-finance/1403-126658-la-capitalisation-de-la-bourse-d-alger-franchit-la-barre-de-5-milliards-apres-une-nouvelle-ipo>, page consultée le 17/05/2025.

2.3 Freins à la mobilisation de l'épargne via la Bourse d'Alger

Selon Debboub, Y une série de contraintes de différentes natures empêchent la mobilisation de l'épargne via la bourse :

- A. Le marché informel :** la présence de ce marché qui n'incite nullement les ménages à orienter leurs épargnes vers l'investissement sur les actifs financiers constitue donc une véritable entrave au développement du marché financier.
- B. La pression fiscale :** en plus de l'impôt sur le revenu global auquel sont soumis les revenus de l'épargne en valeurs mobilières, il faut relever que la charge fiscale grevant les revenus de l'épargne se trouve, très souvent bien plus pesante que celle des autres catégories de revenus. De ce fait, le système fiscal algérien ne donne pas suffisamment de motivation aux investisseurs à orienter leur épargne vers les actifs financiers, notant que celle-ci est déjà insuffisante en montant en raison de la dégradation du pouvoir d'achat des ménages.
- C. Manque de profondeur du marché :** le nombre de sociétés cotées reste limité ce qui n'offre pas un choix diversifié pour les épargnants.
- D. Les contraintes sociales et culturelles :** la culture financière est très peu répandue, tant au niveau des managers que des ménages. C'est ce que montre le sondage portant sur un échantillon de 40 entreprises : « 93% des dirigeants d'entreprises sondés, ignorent l'existence même d'un marché financier en Algérie ainsi que ses mécanismes et ses avantages. Quant aux épargnants, ils ne connaissent pas ou n'ont jamais entendu parler de la Bourse des valeurs mobilières, ils ignorent qu'ils peuvent investir en Bourse et fructifier ainsi leurs économies. », De plus le facteur religieux n'est pas de nature à contribuer à la dynamisation du marché financier car les ménages confondent souvent entre dividende et intérêt.
- E. L'insuffisance de la mise à niveau des acteurs du marché :** un certain nombre d'insuffisances et anomalies aux niveaux organisationnel, humain, matériel, procédurier, caractérisent l'ensemble des acteurs du marché

2.4 Perspectives de développement

- A. Réformes réglementaires et institutionnelles :** la modernisation du cadre législatif et réglementaire est l'un des leviers pour stimuler le marché financier en Algérie. En 2024 la COSOB conduit un projet de réforme pour relancer la Bourse d'Alger il consiste à la reconnaissance des compagnies d'assurances comme intermédiaires en opérations

boursières (IOB), ce dernier s'inscrit dans une optique de rétablissement de la confiance des investisseurs et garantir la transparence du marché²³.

B. Encouragement à l'introduction en Bourse : le faible nombre des sociétés cotées en bourse représente une entrave pour l'attractivité de la bourse d'Alger. Pour y remédier des incitations fiscales ont été mise en place, telles que l'exonération de l'impôt sur les revenus des sociétés et la réduction de l'impôt sur les bénéfices totales des sociétés d'un taux équivalent à celui de l'ouverture du capital de la société²⁴

Conclusion

L'épargne en Algérie est marquée par une mobilisation insuffisante, entravée par des multiples facteurs structurels et institutionnels.

L'analyse du secteur bancaire montre une prédominance de secteur public, une préférence marquée pour les dépôts à terme par les ménages, ce qui reflète un comportement d'épargne de précaution.

De plus, le marché boursier a du mal à remplir efficacement ses fonctions due à une faiblesse de profondeur et d'une sensibilisation insuffisante.

Pour relever ces défis, il est indispensable de mettre en œuvre des réformes qui améliorent la bancarisation, diversifient les produits financiers et renforcent la confiance des acteurs économiques, afin d'accroître le rôle de l'épargne dans le développement économique national.

²³<https://www.algerie360.com/bourse-dalger-les-assurances-au-coeur-des-reformes-prevues-pour-2025/>, page consultée le 17/05/2025

²⁴ <https://www.aps.dz/economie/167509-bourse-d-alger-avantages-financiers-et-fiscaux-uniques-pour-les-societes-introduites-et-les-actionnaires>, page consultée le 18/05/2025.

CONCLUSION GENERALE

Conclusion générale

A travers ce mémoire nous avons essayé de combiner une approche théorique fondée sur une documentation et lectures théoriques et une approche descriptive fondée principalement sur l'exploitation de données économiques. Elle consiste à analyser les statistiques issues de sources officielles telles que la Banque d'Algérie, l'ONS, la Banque mondiale et le FMI, en lien avec les concepts théoriques exposés. Ce croisement entre ces approches a permis de construire une analyse cohérente des limites de la mobilisation de l'épargne nationale en Algérie.

En réponse aux questions de départ formulées autour de la problématique de notre travail, les résultats de la recherche bibliographique et la recherche descriptive ont, mutuellement, permis d'arriver aux résultats suivants :

Selon diverses théories économiques, l'épargne est influencée fortement par la stabilité des revenus, les anticipations économiques et l'environnement institutionnel.

L'étude du contexte économique en Algérie a mis en évidence plusieurs éléments qui entravent la création d'une épargne durable. Parmi eux figurent la forte dépendance aux revenus pétroliers, l'instabilité du taux de croissance, l'inflation persistante, les taux d'intérêt réels souvent négatifs. Ces éléments ont contribué à réduire l'attractivité des placements bancaires, à accentuer les comportements de thésaurisation et à détourner l'épargne vers des valeurs refuges.

L'analyse du système bancaire et du marché financier montre que les canaux de mobilisation de l'épargne restent sous-développés. Le système bancaire, bien qu'en expansion, souffre d'une faible densité géographique, et d'une culture financière peu répandue. La majorité des dépôts proviennent des ménages et sont à terme, ce qui démontre un comportement de précaution plus qu'un acte d'investissement. Quant au marché boursier, il demeure marginal, due aux multitudes entraves, qui les empêchent à remplir ses fonctions.

Ainsi, les résultats de ce travail ont démontré un lien étroit entre instabilité économique et faible mobilisation de l'épargne. Le contexte économique algérien, caractérisé par l'incertitude, empêche non seulement la capacité à épargner mais aussi l'efficacité des circuits de collecte. Pour faire face à ces défis, des réformes sont nécessaires, notamment dans le secteur financier. Il s'agirait de renforcer la bancarisation, d'élargir l'accès aux services financiers, de dynamiser le marché boursier, et de restaurer la confiance des agents économiques dans les institutions monétaires. En définitive, une meilleure gestion de l'épargne pourrait permettre à l'Algérie à poser des bases d'un développement économique plus autonome et durable.

Bibliographie

Bibliographie

Ouvrages

- Beitone, A, Cazorla, A., & Hemdane, E. (2019), Dictionnaire de sciences économiques, 6e éd, Armand Colin/Dunod.
- Bernet-Rollande. (2008). Principes de technique bancaire, 25e éd. Dunod.
- Larousse. (2014), Larousse de poche.
- Villieu, P. (2002). Macroéconomie : consommation et épargne. La Découverte.
- Tacheix, T. (2015), L'essentiel de la macro-économie. 8e éd. Gualino éditeur, Lextenso éditions.
- Philippe, A, Peter, H. (2009), The economics of growth, The MIT Press, Londres.
- Todaro, M, Smith, S. (2020), Economic development, 12e éd, Edition Pearson, Londres.

Mémoires et thèses

- MOUSSA ABOUBACAR Sahabi, RENE MATHIEU BELLO Rachidi Ebikule, « Evolution de l'épargne des ménages depuis la crise de la covid-19 : Cas de la wilaya de Bejaia », Mémoire de fin d'études pour l'obtention du diplôme de master en sciences économiques, Economie Monétaire et Bancaire, Université de béjaïa, 2022.
- ALOUN Arezki, « Les déterminants de l'épargne en Algérie réalités et perspectives étude de cas : CNEP banque », Mémoire de fin d'études pour l'obtention du diplôme de magistère en science économique, Economie quantitative, Université d'Alger 3, 2014.

Articles et rapports

- Oukaci, K. (2012), « L'impact d'un choc des prix du pétrole sur l'économie algérienne ». Revue Roa Iktissadia, Vol. II, n° 2, pp. 225-235.
- Haouas, A., Ochi, A., & al. (2021). "Sources of Algeria's economic growth, 1979-2019: Augmented growth accounting framework and growth regression method". Regional Science Policy & Practice, Vol. 16, n°), pp.1-19.
- Kaci, F. (2012). « Essai Sur Les Origines De L'inflation En Algérie ». Revue algérienne d'économie et gestion, Vol. XV, n° 2, pp 843-864.
- Derder, N., & Benammar, A. (2022). « Le rôle de la banque d'Algérie dans la formalisation de la finance informelle ». Revue internationale de la performance économique, Vol. V, n° 2, pp 698-714.
- Debboub, Y. (2013). « Le marché financier algérien : réalité et perspectives ». Scientific Research Bulletins, Vol. I, n° 3, pp. 7-46.

- Levine, R. (1997). "Financial development and economic growth: Views and agenda". Journal of Economic Literature, Vol. XXXV, n°2, pp 688-726.
- Rapport annuel Banque d'Algérie 2011.
- Rapport annuel Banque d'Algérie 2015.
- Rapport annuel Banque d'Algérie 2019.
- Rapport annuel Banque d'Algérie 2023.
- Rapport annuel COSOB 2023.

Autres documents

- Mehri, N., & Fekih-Soussi, B. (2007). Économie et gestion. École Nationale d'Administration.
- W. Fred van Raaij, « Motifs et comportement d'épargne », Université de Tilbourg (Pays-Bas), page 89-90.

Sites Internet

- <https://www.sgbv.dz>
- <https://www.aps.dz>
- <https://www.ons.dz>
- <https://www.agenceecofin.com>
- <https://www.banquemonddiale.org>
- <https://www.universalis.fr>
- <https://www.lafinancepourtous.com>
- <https://www.cnepbanque.dz/>

Annexes

Annexe 01 : Les ressources collectés dans les banques de 2010 à 2023 (en milliards de dinars)

Année	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
A) Dépôts à vue	2 870,7	3 495,8	3 356,8	3 573,5	4 434,8	3 891,70	3 732,2
Banques Publiques	2 569,5	3 095,8	2 823,6	2 942,2	3 712,1	3 297,7	3 060,5
Banques Privées	301,2	400,0	533,1	595,3	722,7	594,0	671,7
B Dépôts à terme	2 524,3	2 787,5	3 331,5	3 691,7	4 083,7	4 443,3	4 409,3
Banques Publiques	2 333,5	2 552,3	3 051,5	3 380,4	3 793,6	4 075,8	4 010,8
Banques Privées	190,8	235,2	280,0	311,3	290,1	367,6	398,6
C) Dépôts en garanties	424,1	449,7	547,5	558,2	599,0	865,70	938,4
Banques Publiques	323,1	351,7	425,7	419,4	494,4	751,3	833,7
Banques Privées	101,0	98,0	121,8	138,8	104,6	114,4	104,7
Total des ressources collectées	5 819,1	6 733,0	7 235,8	7 823,4	9 117,5	9 200,7	9 079,9
<i>Part des banques publiques</i>	<i>89,81%</i>	<i>89,11%</i>	<i>87,08%</i>	<i>86,18%</i>	<i>87,74%</i>	<i>88,31%</i>	<i>87,06%</i>
<i>Part des banques privées</i>	<i>10,19%</i>	<i>10,89%</i>	<i>12,92%</i>	<i>13,36%</i>	<i>12,26%</i>	<i>11,69%</i>	<i>12,94%</i>

Année	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
A) Dépôts à vue	4 499,0	4 880,5	4 313,0	4 159,1	5 216,3	6 216,7	6 134,5
Banques Publiques	3 765,5	4 054,7	3 456,3	3 270,4	4 152,2	5 104,8	4 945,9
Banques Privées	733,5	825,8	856,8	888,7	1 064,1	1 111,9	1 188,6
B Dépôts à terme	4 708,5	5 232,6	5 531,4	5 757,8	6 463,2	7 584,9	8 012,0
Banques Publiques	4 233,0	4 738,3	4 986,0	5 150,6	5 775,3	6 855,4	7 258,4
Banques Privées	475,5	494,3	545,5	607,3	687,9	729,6	753,6
C) Dépôts en garanties	1 024,7	809,6	795,0	839,1	728,8	728,8	770,5
Banques Publiques	782,1	626,7	635,2	690,6	635,5	609,4	607,8
Banques Privées	242,6	182,9	159,9	148,5	170,0	119,4	162,7
Total des ressources collectées	10 232,2	10 922,7	10 639,4	10 756,0	12 408,3	14 530,4	14 917,0
<i>Part des banques publiques</i>	<i>85,81%</i>	<i>86,24%</i>	<i>85,32%</i>	<i>84,71%</i>	<i>85,13%</i>	<i>86,51%</i>	<i>85,89%</i>
<i>Part des banques privées</i>	<i>14,19%</i>	<i>13,76%</i>	<i>14,68%</i>	<i>15,29%</i>	<i>15,49%</i>	<i>13,50%</i>	<i>14,11%</i>

Annexe 02 : La répartition des ressources collectées de 2010 à 2023 (en milliards de dinars)

Année	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
A) Dépôts à vue	2 870,7	3 495,8	3 356,8	3 573,5	4 434,8	3 891,70	3 732,2
Entreprises et autres organismes publics	1 787,7	2 243,7	1 819,0	1 822,8	2 368,6	2 023,4	1 775,9
Entreprises privées	672,2	746,3	888,5	1 013,0	1 159,7	1 076,2	1 099,9
Ménages	238,5	293,4	335,7	390,8	421,2	451,6	532,1
Autres	172,3	212,4	313,6	310,9	485,3	340,5	324,3
B Dépôts à terme	2 524,3	2 787,5	3 331,5	3 691,7	4 083,7	4 443,3	4 409,3
Entreprises et autres organismes publics	579,5	625,7	862,9	1 022,5	1 195,7	1 222,9	1 084,8
Entreprises privées	184,5	212,9	233,2	285,0	279,7	383,4	370,2
Ménages	1 751,0	1 939,4	2 185,0	2 312,4	2 515,6	2 756,0	2 881,9
Autres	9,3	9,5	50,3	71,8	92,7	81,0	72,3
C) Dépôts en garanties	424,1	449,7	547,5	558,2	599,0	865,7	938,4
D) Total des ressources collectées	5 819,1	6 733,0	7 235,8	7 823,4	9 117,5	9 200,7	9 079,9

Année	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
A) Dépôts à vue	4 499,0	4 880,5	4 313,0	4 159,1	5 216,3	6 216,7	6 134,5
Entreprises et autres organismes publics	2 325,8	2 542,6	2 041,9	1 674,0	2 426,7	3 042,7	2 879,8
Entreprises privées	1 132,4	1 340,8	1 266,6	1 408,1	1 545,1	1 797,4	1 888,6
Ménages	541,7	621,9	562,1	620,1	671,0	763,1	882,8
Autres	499,1	375,2	442,4	456,9	573,5	613,5	483,2
B Dépôts à terme	4 708,5	5 232,6	5 531,4	5 757,8	6 463,2	7 584,9	8 012,0
Entreprises et autres organismes publics	1 174,7	1 222,9	1 647,2	1 516,8	1 762,7	2 420,6	2 568,3
Entreprises privées	446,2	507,4	491,2	608,2	762,4	910,7	712,6
Ménages	3 001,4	3 254,2	3 369,5	3 595,5	3 890,7	4 189,3	4 669,5
Autres	86,1	248,1	23,5	37,3	47,4	64,4	61,7
C) Dépôts en garanties	1 024,7	809,6	795,0	839,1	728,8	728,8	770,5
D) Total des ressources collectées	10 232,2	10 922,7	10 639,4	10 756,0	12 408,3	14 530,4	14 917,0

Liste des illustrations

Liste des illustrations

Liste des figures

Figure 1 : La théorie de cycle de vie du Modigliani	9
Figure 2 : L'évolution de taux de croissance de PIB	15
Figure 3 : Evolution de la part de la consommation dans le PIB	17
Figure 4 : Evolution de la part de l'épargne intérieure brute dans le PIB	17
Figure 6: Structure des ressources collectées.	23
Figure 7: Evolution des ressources collectées des banques	24
Figure 8 : Evolution des ressources collectées par type des banques	25
Figure 9 : La structure des dépôts à vue	25
Figure 10 : La structure des dépôts à terme	26
Figure 11 : L'évolution de de la circulation fiduciaire.....	27

Liste des Tableaux

Tableau 1 : l'évolution du taux d'inflation et l'IPC	15
Tableau 2 : taux d'intérêt appliqué par la CNEP sur les dépôts à terme.....	18
Tableau 3 : Les sociétés cotées sur la bourse d'Alger.....	28

Table des matières

Table des matières

Dédicaces

Remerciements

Liste des abréviations.....

Introduction générale..... 1

Chapitre I : Approche théorique de l'épargne 4

Introduction 4

Section 1 : Généralités sur la notion de l'épargne..... 4

1.1 Définitions de l'épargne 4

1.2 Les motifs de l'épargne 5

1.3 Les sources de l'épargne 6

1.3.1 L'épargne des ménages..... 6

1.3.2 L'épargne des entreprises 6

1.3.3 L'épargne des administrations 6

1.4 Les formes de l'épargne 7

1.4.1 L'épargne financière 7

1.4.2 L'épargne non financière 7

Section 2 : Les théories économiques de l'épargne 7

2.1 L'épargne chez les classiques 8

2.2 L'épargne chez les keynésiens 8

2.3 L'épargne chez Modigliani 9

2.4 L'épargne chez Duesenberry..... 9

2.5 L'épargne chez Friedman..... 10

Conclusion..... 10

Chapitre II : Le contexte économique de l'Algérie entre 2010 et 2023 14

Introduction 14

Section 1 : Evolution des principaux indicateurs macroéconomiques 14

1.1 La croissance économique et le produit intérieur brut 14

1.1.1 Contribution des autres secteurs 15

1.2 L'inflation et l'indice des prix à la consommation 15

1.3 La consommation et l'épargne intérieure brute..... 16

1.3.1 La consommation..... 16

1.3.2 L'épargne intérieur brut 17

Section 2 : l'impact du contexte macroéconomique sur l'épargne 17

2.1	La désincitation à l'épargne formelle.....	18
2.2	Croissance inconstante et fragilité de la capacité d'épargne.....	18
2.3	Incertitude et instabilité : obstacles à l'épargne	19
	Conclusion.....	19
	Chapitre III : La réalité de l'épargne en Algérie	22
	Introduction	22
	Section 1 : Le système bancaire algérien et la mobilisation de l'épargne	22
1.1	Présentation du système bancaire algérien.....	22
1.2	Les ressources collectées dans les banques.....	23
1.2.1	La structure des ressources collectées.....	23
1.2.2	L'évolution des ressources collectées.....	24
1.2.3	La répartition des dépôts par agents économiques	25
1.3	Les défis du système bancaire à la collecte de l'épargne.....	26
1.3.1	La faible densité du réseau bancaire	27
1.3.2	Le faible développement de la finance islamique.....	27
1.3.3	La part de la circulation fiduciaire dans la masse monétaire	27
1.3.4	Le problème de la Culture bancaire et financière	27
	Section 2 : La mobilisation de l'épargne via la bourse d'Alger	28
2.1	Présentation de la SGBV.....	28
2.2	Le rôle de la Bourse d'Alger dans la mobilisation de l'épargne.....	29
2.3	Freins à la mobilisation de l'épargne via la Bourse d'Alger.....	30
2.4	Perspectives de développement.....	30
	Conclusion.....	31
	Conclusion générale	33
	Bibliographie	
	Annexes	
	Liste des illustrations	

Résumé

Ce mémoire analyse la dynamique de l'épargne en Algérie et son lien avec le contexte économique national entre 2010 et 2023. L'épargne, joue un rôle crucial dans le financement de l'économie. L'étude met en évidence l'impact de plusieurs facteurs macroéconomiques tels que l'inflation, la croissance et la volatilité des prix des hydrocarbures sur la mobilisation de l'épargne. L'analyse du secteur bancaire et du marché financier souligne également les faiblesses structurelles dans la collecte de l'épargne formelle. Ce travail insiste sur la nécessité de mettre en œuvre de réformes afin de renforcer la bancarisation, la performance de marché financier et améliorer la confiance de agents économiques.

Mots-clés : Épargne, Contexte économique, Système bancaire, Marché boursier, Inflation.

Summary

This thesis analyzes the dynamics of savings in Algeria and its connection with the national economic context between 2010 and 2023. Savings, play a crucial role in financing the economy. The study highlights the impact of several macroeconomic factors such as inflation, growth, and the volatility of hydrocarbon prices on savings mobilization. The analysis of the banking sector and the financial market also underscores structural weaknesses in the collection of formal savings. This work emphasizes the need to implement reforms to strengthen banking inclusion, enhance the performance of the financial market, and improve the confidence of economic agents.

Keywords: Savings, Economic context, Banking system, Stock market, Inflation.

ملخص

تحلل هذه الأطروحة ديناميكية الادخار في الجزائر وعلاقته بالسياق الاقتصادي الوطني بين عامي 2010 و2023. يلعب الادخار، دورًا حاسمًا في تمويل الاقتصاد. تسلط الدراسة الضوء على تأثير عدة عوامل اقتصادية كلية مثل التضخم، النمو، وتقلب أسعار المحروقات على تعبئة الادخار. كما يبرز تحليل القطاع المصرفي والسوق المالية أوجه القصور الهيكلية في جمع الادخار الرسمي. ويؤكد هذا العمل على ضرورة تنفيذ إصلاحات لتعزيز الشمول المصرفي، وتحسين أداء السوق المالية، وتعزيز ثقة الفاعلين الاقتصاديين.

الكلمات المفتاحية: الادخار، السياق الاقتصادي، النظام المصرفي، سوق الأوراق المالية، التضخم.